



Communiqué de presse SNES-FSU
5 février 2018

#AEFEendanger : nouvelle mobilisation massive dans les lycées français à l'étranger à l'appel du SNES-FSU et des autres syndicats de la FSU

L'AEFE, établissement public sous tutelle du Ministère des Affaires étrangères, gère un réseau unique au monde avec ses établissements français implantés dans 137 pays. Scolarisant, outre les enfants français, une partie de la jeunesse des pays d'accueil, les lycées français constituent un pilier du rayonnement de la France dans le monde et un outil de développement de la francophonie.

La coupe budgétaire inédite de 33 millions d'euros infligée à l'AEFE par le gouvernement en juillet s'est traduite par la programmation de plus de 500 suppressions de postes d'enseignants titulaires (expatriés et résidents) sur les trois ans à venir et l'arrêt de subventions aux établissements malgré une augmentation constante du nombre d'élèves. En conséquence, les établissements vont recourir encore davantage à des personnels en contrat local. Ces personnels subissent quant à eux de plein fouet les conséquences des restrictions budgétaires dans les établissements qui les emploient avec des blocages salariaux et des atteintes aux droits acquis. Parallèlement, les familles voient leurs frais d'écologie augmenter alors que l'encadrement pédagogique est globalement fragilisé.

Fin novembre, un vaste mouvement de grève et d'actions initié par le SNES-FSU et les autres syndicats de la FSU, était largement relayé par la presse. Enseignants et autres personnels, très souvent soutenus par les parents d'élèves, ont repris depuis la mi-janvier des actions s'inscrivant dans une mobilisation d'ampleur inédite dans le réseau AEFE : école morte lors de la visite officielle du Président de la République en Tunisie, boycott des Conseils d'établissements... **Des préavis de grève ont été déposés pour la période allant du 25 janvier au 6 février, veille du Comité technique de l'AEFE où seront présentées de nouvelles suppressions de postes. Les premières remontées font état d'une forte détermination des personnels et d'une mobilisation qui ne faiblit pas avec des taux de grévistes atteignant 100% par endroits.**

Les établissements sont d'ores et déjà asphyxiés par ce désengagement budgétaire de l'Etat, mais à court terme c'est l'AEFE qui est clairement en danger, et le service public d'éducation à l'étranger menacé par des projets remettant en cause la situation administrative des personnels détachés et les missions mêmes de l'établissement public.

Avec le SNES-FSU et les autres syndicats de la FSU, les personnels s'opposent aux suppressions de postes de titulaires, à la dégradation des conditions d'emploi des recrutés locaux et à la précarisation de l'ensemble des personnels, lesquelles s'inscrivent dans une logique de privatisation de l'enseignement français à l'étranger. Ils exigent des orientations tout autres pour permettre à l'établissement public sous tutelle du Ministère des Affaires étrangères de continuer à assurer les missions qui lui sont confiées par la loi de 1990, année de la création de l'AEFE : assurer la mission de service public d'éducation à l'étranger, contribuer aux relations de coopération éducative, contribuer au rayonnement de la langue et de la culture françaises dans le monde.

[Site du SNES-FSU hors de France](#)

[Compte Twitter du SNES-FSU hors de France](#)